

AMNESTY INTERNATIONAL

FAITS ET CHIFFRES

Index AI : AMR 36/012/2013

AILRC-FR

Embargo : 23 avril 2013 à 16 h 00 TU

« Nulle part où aller ». Expulsions forcées dans les camps pour personnes déplacées d'Haïti, quelques chiffres importants

Séisme du 12 janvier 2010

- **200 000** morts
- **2,3 millions** de personnes sans abri
- **105 000** bâtiments d'habitation détruits ; **208 164** autres fortement endommagés
- **1 550 000** personnes déplacées à l'intérieur du pays et rassemblées dans **1 555** camps improvisés
- **600 000** personnes ayant quitté des zones touchées par le séisme pour se réfugier dans d'autres régions du pays

Population déplacée à l'intérieur du pays à l'heure actuelle

- **320 051 personnes** (environ **81 349 familles**) vivant dans **385 camps** (au 31 mars 2013, statistiques de l'Organisation internationale du travail, OIT)

Expulsions forcées

- **16 104 familles** ont été expulsées de **175 camps** (juillet 2010 - fin mars 2013, statistiques OIT)
- Environ **75 000 personnes** (près d'un quart du nombre total de personnes déplacées vivant actuellement dans des camps) sont toujours menacées d'expulsion (OIT, mars 2013)

Conditions de vie dans les camps

- 427 camps sur 450, soit **311 196 personnes**, ne disposaient d'aucun point d'eau sur place et 228 camps n'étaient pas équipés de toilettes (OIT, janvier 2013)

Choléra (début d'épidémie : octobre 2010)

- **8 060** morts et **360 934** personnes hospitalisées (au 31 mars 2013, statistiques du ministère haïtien de la Santé)

Avant le séisme

- **700 000 logements** - ampleur du déficit de logement au niveau national
- **67 %** de la population urbaine vivait dans des quartiers improvisés qui ne couvraient que **22 %** de la surface occupée (étude de 1997). La moitié des bidonvilles étaient situés sur des pentes abruptes ou au fond de ravines ; les quartiers pauvres installés en centre-ville et sur la côte étaient eux aussi exposés aux inondations car situés près de bassins hydrographiques. C'est dans ces quartiers, où étaient entassés 80 % de la population, que les dégâts causés par le tremblement de terre ont été les plus étendus et les plus graves. Le séisme a donc encore aggravé la crise du logement.